

Un nouveau président pour l'EPRAL

Les domaines d'intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L'occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

Centenaire de l'ACO : à la rencontre de deux grands témoins

À l'occasion des célébrations de son centenaire, l'ACO, organisme missionnaire proche du Défap, va faire venir entre fin septembre et début octobre, à Strasbourg d'abord, puis à Paris, des invités de divers pays représentatifs de la structure internationale qu'est aujourd'hui l'ACO-fellowship. Parmi eux, deux membres de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes du Proche-Orient : Talin Mardirossian, libanaise, assistante sociale à Bourj Hammoud, près de Beyrouth, et Hourï Moubahiajian, théologienne et catéchète en Syrie, épouse du pasteur Bchara Moussa Oghli de l'Église du Christ à Alep.



*Aide scolaire au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud ©
ACO*

L'histoire de l'Action Chrétienne en Orient est faite de rencontres fortes, de relations d'amitié, de solidarité vécue dans les circonstances les plus difficiles. Elle trouve son origine dans l'action du pasteur alsacien Paul Berron, témoin direct des souffrances des Arméniens survivants du génocide turc. De là, des relations étroites nouées dès le début avec l'Église Évangélique Arménienne. Née au XIXe siècle à Constantinople au sein de l'Église Apostolique Arménienne, Église orthodoxe orientale autocéphale, elle se caractérisa dès l'origine par une volonté de retour au texte biblique, avec un accent particulier sur la doctrine du salut par la grâce en Jésus-Christ, et par des efforts de traduction de la Bible de l'arménien classique en langue moderne, afin de la rendre accessible au plus grand nombre. Un mouvement qui fut combattu par les autorités religieuses, au point qu'en 1846, tous les partisans de la réforme furent excommuniés par le Patriarche de Constantinople. À la veille du génocide de 1915,

l'Église Évangélique Arménienne comptait plus de 51.000 membres, de nombreuses églises, des écoles et des instituts de théologie. Quelques années après, en 1920, il n'en restait plus que 14.000, survivants du génocide. Ces réfugiés et exilés reconstituèrent alors des Églises dans leur pays d'accueil : en Syrie, au Liban, aux États-Unis... En France, l'ACO noua des liens forts avec ces communautés arméniennes protestantes expatriées et contribua à la création de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes de France. Et lorsque les missionnaires européens durent pour beaucoup quitter le Proche-Orient, c'est à l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient que l'ACO remit ses bâtiments d'Alep.

Ces relations que l'ACO s'emploie à entretenir seront prochainement incarnées par deux témoins. Il s'agit de deux femmes venues, l'une du Liban, l'autre de Syrie : Talin Mardirossian et Houry Moubahiajian.

Talin Mardirossian et le Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud



Au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud © ACO

Des adolescentes studieusement penchées sur leur table de travail, entre cartables et trousse : l'image que vous pouvez voir en ouverture de cet article pourrait évoquer une salle d'étude dans un collège en France. À ceci près qu'elle a été prise à Bourj Hammoud, dans la banlieue de Beyrouth ; et cette scène de vie ordinaire est déjà une victoire de la vie et de la solidarité.

Bourj Hammoud, avec ses 150.000 habitants, est en quelque sorte le « quartier arménien » de Beyrouth. C'est une banlieue qui s'est développée avec l'arrivée des premiers Arméniens survivants du génocide de 1915 ; c'était auparavant une zone de marécages. Les rescapés du génocide qui n'avaient pas disparu lors de la marche de la mort dans Deir ez-Zor ont d'abord obtenu le droit d'y construire des cabanes. Puis les cabanes sont devenues des maisons. Aujourd'hui, comme toute la capitale libanaise et ses banlieue, c'est devenu une zone urbaine densément construite et densément peuplée.

C'est à Bourj Hammoud que l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes du Proche-Orient soutient un centre d'action sociale, le « SAC » (Social Action Committee). Son rôle est crucial dans un quartier qui reste largement défavorisé, avec de nombreux besoins sur les plans sociaux, éducatifs et sanitaires. Et qui a vécu depuis plus de dix ans les contrecoups successifs des crises que connaît la région : l'arrivée de réfugiés syriens en 2011 ; la crise économique qui a fait plonger une grande partie de la population libanaise sous le seuil de pauvreté à partir de 2019 ; les conséquences de la pandémie de Covid-19 ; l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, qui a été comme le coup de grâce pour une société libanaise à bout de souffle... Aujourd'hui, les habitants de Bourj Hammoud, ce « quartier arménien » de Beyrouth, vivent pour beaucoup dans la plus grande précarité : personnes âgées sans retraite, familles sans ressources pour financer le quotidien et les soins de santé... Et le « SAC » apporte aide sociale, soutien financier pour les soins, aide au logement, aide éducative, accueil et soutien aux réfugiés syriens.

Le SAC est directement soutenu par l'ACO Fellowship pour ses actions de solidarité. Il fonctionne grâce à des bénévoles encadrés par deux assistantes sociales : Lena Danaoghlian, la directrice, et Talin Mardirossian.

C'est cette dernière qui pourra témoigner, à Strasbourg d'abord, puis à Paris, de ce qui se vit au quotidien au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud. Le « SAC » a été un des bénéficiaires des collectes spéciales menées par l'ACO après l'explosion du port de Beyrouth. Son action est également reconnue par la Fondation du Protestantisme.

Houri Moubahiajian et l'Église du Christ à Alep



Un quartier détruit par la guerre à Alep © ACO

Houri Moubahiajian est syrienne, professeure de religion à Alep. Elle est l'épouse du pasteur Bchara Moussa Oghli de l'Église du Christ, paroisse protestante arménienne d'Alep, en Syrie. Il faut savoir que cette Église est en fait directement issue du centre missionnaire de l'Action Chrétienne en Orient, qui avait été créé pour apporter un soutien tout à la fois matériel et spirituel aux Arméniens rescapés du génocide de 1915 et qui venaient s'entasser par milliers dans des camps misérables aux portes d'Alep.

Malgré la guerre civile, le pasteur Bchara Moussa Oghli a poursuivi son ministère sur place. Et en pleine guerre, l'Église du Christ a choisi de continuer à assumer son rôle d'Église, en dépit des risques encourus par tous. Avec une volonté de confiance, un amour du prochain et une spontanéité qui s'opposaient aux mécaniques de la division et de la guerre qui étaient à l'œuvre à travers la Syrie. Comme l'écrivait en

mai dernier le pasteur Bchara Moussa Oghli : « D'habitude, quand les choses se passent bien dans tel ou tel domaine et après qu'une analyse et une planification ont été faites en amont, le mérite en revient à ceux qui ont fait cette analyse et cette planification. C'est tout à fait vrai dans le cas du Génocide de 1915. Le Génocide a été catastrophiquement bien planifié, brutalement exécuté et douloureusement efficace.

Quant à une société missionnaire comme l'Action Chrétienne, venue en Orient pour aider les survivants de ce Génocide, qui pourrait revendiquer un quelconque crédit pour une planification préalable ? Ce n'était dans les rêves de personne de la mission, pas seulement dans ses premiers pas, mais aussi dans les étapes précédant la vie missionnaire. Au contraire, la plupart du temps, il s'agissait de réactions spontanées de personnes engagées qui, dans des circonstances exceptionnelles, avaient pour seul but de laisser : « ... l'amour chrétien et la charité... intervenir pour soigner quelque peu les blessures. »

On pourrait en dire autant de l'agression de la Syrie à la mi-mars 2011, près d'un siècle après le Génocide. Car cette agression avait aussi été catastrophiquement bien planifiée, brutalement exécutée et douloureusement efficace. Quant à l'Église du Christ à Alep, elle a réagi de façon candide et a résisté au travers des gens qui la servaient lorsque cette agression écrasante s'est installée, ils ne comptaient que sur Dieu. Il était absolument vital que l'Église du Christ à Alep n'ait aucune stratégie ou programme à long terme et puisse s'engager pleinement dans ses ministères quotidiens habituels. »

Le programme des rencontres

Talin Mardirossian et Houri Moubahiajian seront reçues par l'ACO fin septembre à Strasbourg pour prendre part à diverses rencontres : participation à un culte mission à Schillersdorf (consistoire de Pfaffenhoffen), visite du service de l'enseignement religieux et de la catéchèse, découverte de la

SEMIS, de la Médiathèque Protestante, visites à Strasbourg, Colmar et autres lieux... Cet échange est réalisé dans le cadre de l'ACO Fellowship, la structure internationale de l'Action Chrétienne en Orient, et fait suite à un premier voyage qui avait vu l'accueil de la pasteure Petra Magne de la Croix et de M. Éric Faure au Liban et en Syrie en 2019. Taline et Hourri rejoindront ensuite les nombreux délégués qui viendront à Strasbourg, puis à Paris, pour les rencontres du Centenaire de l'ACO.

Rencontre entre doyennes de facultés de théologie au Défap

Valérie Nicolet et Madeleine Mbouté, respectivement doyennes de l'IPT-Paris et de la faculté de théologie de Ndoungué, ont eu l'occasion d'échanger en présence du Secrétaire général du Défap. Au centre des discussions : le congé de recherche de Madeleine Mbouté, mais aussi le futur séjour de la doyenne de l'IPT-Paris au Cameroun, prévu en janvier 2023.



Photo prise lors de l'entrevue dans le bureau du Secrétaire général du Défap : Madeleine Mbouté (à gauche) ; Valérie Nicolet (à droite) © Défap

La rencontre a eu lieu le vendredi 9 septembre dans les locaux du Défap. Elle réunissait Basile Zouma, Secrétaire général du Service protestant de mission, Valérie Nicolet, Doyenne de la Faculté de Paris de l'Institut protestant de Théologie, et Madeleine Mbouté, Doyenne de la Faculté de Théologie Protestante et des Sciences des Religions de Ndoungué, au Cameroun. Elle a tourné notamment autour du congé de recherche de Madeleine Mbouté – un projet longtemps reporté du fait des contraintes nées de la crise du Covid-19 – destiné à lui permettre de travailler sur les questions d'éthique chrétienne dans le cadre d'une Église et d'une société qui connaissent de multiples formes de corruption. Mais elle a aussi permis d'évoquer le futur séjour de la doyenne de l'IPT-Paris au Cameroun, prévu en janvier 2023.

Les relations entre Églises qu'entretient le Défap se concrétisent ainsi de diverses manières : par des projets, qui sont définis en lien avec les Églises partenaires ; par les missions des envoyés du Défap ; mais également par des

échanges entre facultés de théologie. La faculté de théologie de Ndoungué (FTPSRN) est un de ces partenaires du Défap au Cameroun, avec l'Université protestante d'Afrique Centrale (UPAC), première institution universitaire protestante dans ce pays, et avec les facultés de théologie de Bibia et Foulassi. Ces relations reflètent la diversité des liens du Défap, qui concernent aussi bien des Églises membres de la Communauté d'Églises en mission (Cevaa), comme l'Église Évangélique du Cameroun (EEC) dont dépend la faculté de Ndoungué, que des Églises hors-Cevaa comme l'Église presbytérienne au Cameroun, dont dépendent les facultés de Bibia et Foulassi.

Place de la femme, éthique chrétienne : des problèmes récurrents

La faculté de théologie de Ndoungué, autrefois appelée séminaire de Ndoungué, est avant tout l'institut de formation des pasteurs de l'EEC ; mais elle accueille également des étudiants venant d'autres Églises partenaires. Sous l'impulsion de sa doyenne, elle travaille notamment à une meilleure reconnaissance de la place des femmes au sein de l'EEC : une tâche de longue haleine au sein d'une Église qui a attendu l'année 2001 pour consacrer ses premières pasteures. Or si les femmes sont nombreuses et actives au sein de l'Église Évangélique du Cameroun, comme dans beaucoup d'autres Églises d'Afrique, elles ont toujours du mal à accéder au pastorat : elles ne représentent guère plus de 10% du corps pastoral. Le travail entamé au sein de la faculté de théologie de Ndoungué par Madeleine Mbouté s'est notamment concrétisé à travers des colloques et séminaires, comme la rencontre organisée fin juillet 2018 sur le thème : « [Ministère pastoral féminin : mimétisme ou vocation divine ?](#) », qui avait réuni une cinquantaine de pasteures et théologiennes, dont une représentante du Défap, ou comme le séminaire sur « L'apport et la contribution de la femme pasteure, de la théologienne, et de la femme chrétienne dans la lutte contre la violence ». Signe de l'importance de telles rencontres, la pasteure [Fidèle](#)

[Fifamè Houssou Gandonou](#), docteure en théologie et professeure d'éthique à l'Université protestante d'Afrique de l'Ouest (Upao-Porto-Novo) était présente parmi les participantes de ce séminaire. Les questions d'éthique face à des manifestations récurrentes de corruption sont un autre versant des problèmes auxquels est confrontée l'EEC – un aspect auquel Madeleine Mbouté veut s'attacher désormais au cours de son congé de recherche, centré sur « L'expérience de la christologie explicite : socle de la vraie conversion dans l'Église en Afrique Subsaharienne ».

Le soutien du Défap à la faculté de théologie de Ndoungué a déjà permis des échanges de professeurs – comme le séjour de la théologienne Christine Prieto, qui avait donné des cours de Nouveau Testament. Madeleine Mbouté a pour sa part déjà été invitée à donner des conférences en France. Le Défap soutient également la bibliothèque de la faculté de Ndoungué à travers la CLCF (Centrale de Littérature Chrétienne Francophone).

Cent ans d'espérance : de l'ACO à l'ACO-Fellowship

1922-2022 : voilà un siècle que l'Action Chrétienne en Orient construit des ponts entre les Églises protestantes de France et du Proche-Orient. À l'occasion des célébrations organisées en ce mois d'octobre à Strasbourg et Paris, petit retour sur l'histoire de cette œuvre missionnaire créée par un pasteur alsacien témoin du génocide arménien, Paul Berron.



Les guerres ne détruisent pas seulement les vies et les villes ; elles ravagent les mémoires. Elles effacent les patrimoines, les cultures. Elles redessinent les contours de l'histoire des peuples. Parler de Syrie aujourd'hui, c'est évoquer un pays exsangue où la guerre est tout sauf finie ; parler du Liban, c'est évoquer la chute vertigineuse de toute une société, emportée dans une crise sans fin... Dans tous ces pays, les chrétiens, minoritaires, sont parmi les communautés les plus fragiles, les plus exposées. Que l'on regarde à l'est de la Méditerranée et les chrétiens semblent être, soit oubliés, soit confinés au rôle de victimes. On finirait par oublier que c'est précisément là que le christianisme est né ; que quittant le berceau de Jérusalem, il a atteint aussitôt la Syrie. C'est sur la route de Damas que Paul fut aveuglé par la révélation de Christ... Le christianisme s'est ainsi diffusé dans tout le Proche-Orient : en Égypte, au Liban, en Jordanie, en Irak.

Et si les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, ils représentent encore

aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister. Et au sein de cette minorité, les Églises protestantes, avec lesquelles l'Action Chrétienne en Orient (ACO) est en lien, représentent elles-mêmes un tout petit nombre. « Pour autant, souligne l'ACO, les Églises protestantes que nous soutenons au Moyen-Orient rayonnent par leur témoignage vécu au nom de l'Évangile, par leurs œuvres éducatives et sociales, par leurs convictions pacifiques et critiques, par leur souci des relations œcuméniques entre Églises, par leur dialogue avec l'Islam et les minorités religieuses de la région. »

1922 – 2022 : d'une ère de crises à l'autre

Étrangement, c'est donc dans un contexte bien proche de celui qui existait lors de sa création, en 1922, qu'est célébré en cette année 2022 le centième anniversaire de l'ACO. Comme en 1922, le Proche-Orient est en ébullition, victime de crises conjuguant guerres civiles, bouleversements politiques et pandémie de Covid-19. Les réfugiés de Syrie, déjà indésirables en Europe, sont de plus en plus mal accueillis au Liban, en Turquie et en Jordanie.



Syrie : la renaissance de la paroisse de Kharaba © ACO

Il est vrai que depuis son origine, l'Action Chrétienne en Orient est marquée par l'aide d'urgence. À sa création, elle avait pour but de secourir les populations arméniennes victimes des exactions turques. Son fondateur, le pasteur Paul Berron, décrit dans « Souvenirs des jours sombres » (L'Harmattan) ce qu'il a vu et vécu à partir de 1916 au contact de ces réfugiés, tout en dénonçant la « politique d'extermination » alors mise en œuvre par les autorités turques. Alsacien, donc citoyen allemand avant la Première Guerre mondiale, il avait été envoyé comme aumônier en Syrie et dans la région pour établir et superviser des foyers du soldat. La guerre finie et l'Alsace réintégrée à la France, ce même pasteur Berron, devenu de fait citoyen français, put ainsi passer outre l'interdiction qui frappait les œuvres missionnaires allemandes et créa l'Action Chrétienne en Orient.

Elle vit officiellement le jour le 6 décembre 1922, lors d'une Assemblée Générale fondatrice qui réunissait 23 membres des Églises protestantes d'Alsace. L'ACO à peine née envoya

aussitôt ses premières missionnaires, Hedwige Büll et Alice Humber-Droz, à Alep pour apporter une aide humanitaire, mais aussi spirituelle aux Arméniens survivants du génocide et réfugiés dans de vastes camps aux portes de la ville, dans cette Syrie que la Société des Nations avait confiée à la France pour la mener à l'indépendance. L'appel à l'aide d'un évangéliste arménien relayé par le premier bulletin de l'ACO donne une idée de l'ampleur de la crise humanitaire dans ces camps : « 300 familles viennent d'arriver. Il ne leur reste presque plus rien après leur long voyage. Alep et la campagne syrienne voient le spectacle émouvant de ces pauvres gens qui affluent. Nous sommes submergés de travail. » Rapidement, d'autres missionnaires rejoignirent les deux envoyées de l'ACO, qui embaucha aussi des collaborateurs locaux. Et en France même, l'ACO fut bientôt sollicitée pour venir en aide aux Arméniens réfugiés, particulièrement nombreux à Marseille et regroupés aussi dans des camps. D'où des relations tissées avec les communautés évangéliques arméniennes, qui devaient durer des années.

Le choc de la Deuxième Guerre mondiale et de la décolonisation

En 1939, l'ACO gérait ainsi douze missionnaires au Proche-Orient et finançait onze postes en France. Grâce aux paroisses protestantes alsaciennes, mais aussi grâce à des comités néerlandais et suisses, l'ACO a rapidement étendu son œuvre et touché aussi bien les personnes de culture arménienne que de langue arabe et assyrienne, en Syrie mais également au Liban puis plus tard en Iran. En conjuguant toujours action humanitaire et témoignage de l'Évangile.



Méconnu, mais actif : le synode d'Iran regroupe les différentes communautés issues de la mission presbytérienne, avec plusieurs paroisses à Téhéran, ainsi que dans plusieurs villes du Nord-Ouest comme Ourmia © Albert Huber pour l'ACO

La Deuxième Guerre mondiale, puis la décolonisation devaient marquer un changement d'ère et forcer l'ACO à s'adapter. De nombreux missionnaires durent quitter la région. L'ACO poursuivit le financement de son centre à Alep et des paroisses en Mésopotamie. Les bâtiments d'Alep furent remis entre les mains de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient. Les propriétés immobilières des Églises Assyriennes et Arabes en Mésopotamie furent inscrites au nom du Synode Arabe. Les missionnaires de l'ACO étaient désormais surtout présents au Liban.

Autant de changements qui annonçaient une mue plus profonde. Mais l'ACO y était préparée : à la différence de la plupart des organisations missionnaires de l'époque, l'ACO n'était pas une mission nationale, mais son organisation, ses fonds, ses partisans, les membres de son conseil d'administration et ses

missionnaires provenaient de divers pays européens. Si elle était née en France, au sein des Églises protestantes alsaciennes, d'autres pays y étaient actifs comme la Suisse et les Pays-Bas ; et des soutiens et des missionnaires provenaient d'Estonie, d'Allemagne, du Royaume-Uni... Il fallut toutefois attendre 1995 pour que la mue se concrétise, et que l'ACO devienne une organisation internationale, s'inspirant en cela de l'exemple de la Cevaa (communauté d'Églises en mission, issue, comme le Défap, de la Société des Missions Évangéliques de Paris). L'ACO devint ainsi l'ACO-Fellowship, une Communion d'Églises et d'organismes missionnaires.

Aujourd'hui, grâce à de nombreux partenariats, l'ACO soutient des projets très variés dans les domaines de l'éducation, du social, de la santé, de la solidarité en contexte de crise, de la résolution des conflits, de la formation théologique, de la vie d'Église au sein de communautés locales. Et parmi ces partenariats, il y a le Défap. Au cours des dernières années, l'ACO a eu l'occasion de collaborer de manière quasi quotidienne avec le Service Protestant de Mission, notamment pour l'envoi de volontaires, au Liban, en Égypte...



Soutien à des migrants chrétiens aux Pays-Bas avec l'organisme

Passage de relais à la tête de la Cevaa

Après une année de « tuilage », le mandat du pasteur Célestin Kiki comme Secrétaire général de la Cevaa a officiellement pris fin le 31 août. La traditionnelle passation de pouvoir avec la pasteure Claudia Schulz a eu lieu le lundi 12 septembre.



Les membres du Secrétariat de la Cevaa ; à gauche de la photo, la nouvelle Secrétaire Générale, la pasteure Claudia Schulz (UEPAL) © Cevaa

Elle avait été officiellement choisie lors de l'Assemblée générale de la Cevaa d'octobre 2021 – une Assemblée encore marquée par les restrictions de circulation dues à la situation sanitaire, puisqu'elle s'était tenue en distanciel ; mais c'est seulement depuis ce mois de septembre 2022 que la pasteure Claudia Schulz, de l'UEPAL, est seule à la tête du Secrétariat de la Communauté d'Églises en mission. Entre octobre 2021 et septembre 2022, son prédécesseur, le pasteur Célestin Kiki (de l'EPMB) l'aura accompagnée au cours de pratiquement une année de « tuilage ». Son mandat ayant officiellement pris fin le 31 août, la traditionnelle passation de pouvoir avec la pasteure Claudia Schulz a eu lieu le lundi 12 septembre, dans une atmosphère décrite comme « sereine et amicale ».

La Cevaa, c'est un peu, par certains côtés, l'institution jumelle du Défap, puisque ces deux organisations issues de la Société des Missions Évangéliques de Paris (SMEP) sont nées en même temps, en 1971. Avec des objectifs similaires : entretenir des relations de partenariat entre Églises du Nord et du Sud, afin qu'elles puissent se soutenir les unes les autres dans leurs activités missionnaires. Mais la Cevaa est aussi beaucoup plus que cela : si le Défap est le service missionnaire de trois unions d'Églises protestantes françaises (l'EPUdF, l'UEPAL et l'Unepref), la Cevaa est une Communauté rassemblant 35 Églises dans le monde. Principalement en Afrique et en Europe, mais aussi dans l'Océan Indien, dans le Pacifique et en Amérique latine. Et c'est au sein de la Cevaa que se développent la plus grande partie des relations établies par le Défap.

Une même passion pour la rencontre entre cultures

Issus de deux Églises très différentes de la Cevaa, l'une située en Alsace, l'autre au Bénin, la nouvelle Secrétaire générale et son prédécesseur partagent tous deux une passion

de longue date pour la rencontre et les échanges entre cultures. La pasteure Claudia Schulz, désormais officiellement en fonction à la tête du Secrétariat de la Cevaa, à l'issue d'une année au cours de laquelle elle a eu l'occasion de se familiariser avec tous les enjeux de la Communauté, connaît bien les défis et les richesses des relations multiculturelles. Elle était précédemment en poste à la paroisse de HautePierre, référente Mosaïc dans l'Eurométropole de Strasbourg. Elle est aussi en lien avec le Défap et a pu notamment participer, suite à des échanges avec Pierre Adama Faye, alors vice-président de l'ELS (Église luthérienne du Sénégal), à la mise en place d'un projet d'accompagnement d'activités génératrices de revenus pour les pasteurs dans ce pays.

Vous pouvez retrouver ci-dessous une interview de la pasteure Claudia Schulz dans l'émission « Les clochers du Rhin », au cours de laquelle elle évoque son parcours et les enjeux de la paroisse dont elle était pasteure avant de diriger le Secrétariat de la Cevaa : la paroisse Martin Bucer, dans le centre de HautePierre, un quartier de Strasbourg difficile mais riche de sa diversité culturelle.

Elle est désormais le vis-à-vis du Conseil Exécutif auquel elle rendra compte de la bonne marche du Secrétariat. Également chargée des relations institutionnelles, de la communication interne et externe, ainsi que des questions de justice et des droits de l'homme, elle a pour responsabilité de développer et d'entretenir des réseaux de vigilance pour le respect des droits humains, contre toute forme d'oppression et de discrimination, et pour la sauvegarde de la création.

Quant à son prédécesseur, le pasteur Célestin Kiki, il quitte la Cevaa à l'issue de 13 années de service au cours desquelles les défis n'auront pas manqué. Défi financier, les ressources étant tendanciuellement en baisse, et tentatives de rééquilibrage entre les participations des Églises du Nord et du Sud ; défis ecclésiaux, avec diverses crises au sein d'Églises membres, voire de scissions, qui ont vu la Cevaa intervenir pour maintenir le dialogue entre les diverses parties, et plusieurs fois réussir à pousser à des réunifications ; défi sanitaire enfin, puisque la pandémie de Covid-19 a sérieusement freiné les activités de cette Communauté au sein de laquelle les déplacements entre pays sont nécessaires, et même contraint à reporter d'un an l'Assemblée générale de 2020.

Vous pouvez retrouver ci-dessous une interview du pasteur Célestin Kiki réalisée à l'occasion de l'édition 2017 de Protestants en fête, au cours de laquelle il a eu notamment l'occasion d'évoquer le rôle et les fondements de la Cevaa, ainsi que les enjeux de l'interculturalité en compagnie de Philippe Kabongo M'Baya, pasteur retraité de l'EPUDF et Président du Christianisme Social.

Centenaire de l'ACO : le programme des célébrations

Rencontres à Strasbourg et Paris en présence d'invités de l'ACO-fellowship venus de différents pays, exposition itinérante et en ligne, publication d'un cycle de conférences : voici ce qu'a préparé pour

célébrer son centenaire l'Action Chrétienne en Orient, l'un des proches partenaires du Défap spécialisé dans les relations avec les communautés chrétiennes de pays comme le Liban, l'Iran, l'Irak ou la Syrie. Ce mois d'octobre sera marqué par une série d'événements, en attendant un camp de jeunes international prévu pour l'été 2023, et une rencontre du Centenaire à Alep en octobre 2023.



Mathieu Busch, directeur de l'ACO, lors d'une animation missionnaire dans une paroisse de l'UEPAL © ACO

1) Octobre 2022 : les événements du Centenaire à Strasbourg et Paris

Des délégations des membres de l'ACO viendront de différents pays : Liban, Syrie, Iran, Égypte, Suisse, Pays-Bas, États-Unis.

Des Églises, institutions et organismes missionnaires protestants français seront représentés.

La rencontre est conçue comme un temps de partage avec le plus

grand nombre (les interventions en anglais seront traduites).

A) Programme à Strasbourg

Entrée libre à tous les événements.

Samedi 1er octobre en l'église du Temple Neuf (place du Temple Neuf, centre de Strasbourg) :

- 14h-14h45 Ouverture officielle
- 15-16h15 Choix entre deux tables rondes :
 - « Espérer en temps de crise » avec Hadi Ghantous, pasteur au Liban et en Syrie
 - « L'Eglise d'Iran en exil » avec Hendrik Shanazarian, pasteur exilé aux Etats-Unis
- 16h30-17h45 Choix entre deux tables rondes :
 - « Le travail humanitaire des Eglises du Proche-Orient » avec Wilbert van Saane, professeur de théologie à Beyrouth
 - « L'impact des crises du Proche-Orient sur la situation des femmes » avec Mona Kiwan, médecin-épidémiologiste pour les Nations Unies
- 20h30-21h30 Concert au Temple Neuf : « Entre Orient et Occident » (entrée libre, plateau à la sortie)

Dimanche 2 Octobre à 10h : Culte du Centenaire en l'église protestante St-Pierre-le-Jeune (place St-Pierre-le-Jeune, centre de Strasbourg)

B) Programme à Paris

La délégation internationale rencontrera différents acteurs du protestantisme : Fédération Protestante de France, Défap, Institut Protestant de Théologie... L'ACO Fellowship tiendra également son assemblée générale. Deux moments sont proposés à tout public :

1) Une table-ronde le jeudi 6 octobre, à 19h30, à la paroisse de l'Oratoire du Louvre (EPUdF) :

Cette rencontre est organisée en collaboration avec le journal Réforme et a pour titre : « **Rencontre avec deux pasteurs témoins des crises du Proche-Orient** ». En présence de Salam Hanna, pasteur à Lattaquié en Syrie, et de Sebouh Terzian, directeur du CAHL (maison de retraite et de soins) à Bourj Hammoud, près de Beyrouth au Liban.

2) Dimanche 9 octobre, 11h, culte national de l'UEEAF (Union des Eglises Evangéliques Arméniennes de France) à Issy-les-Moulineaux

Culte en présence de la délégation de l'ACO, en l'église évangélique arménienne d'Issy-les-Moulineaux, 28 avenue Bourgain.

2) L'exposition du Centenaire « Mémoires d'Espérance »

L'exposition a pour objectif de faire découvrir l'histoire, l'originalité et l'actualité de l'Action Chrétienne en Orient. Elle existe sous plusieurs formats :

Nos projets aujourd'hui

Une trentaine de projets sont soutenus chaque année par l'Action Chrétienne en Orient. Ils s'inscrivent tous dans des partenariats construits dans la durée et établis sur des relations de confiance nourries par des visites sur le terrain et des échanges réguliers.



Conférence internationale des partenaires du Synode Arabe pour les actions de solidarité en Syrie



Une part importante des projets est naturellement portée dans le cadre de l'ACO Fellowship où la collaboration sur un pied d'égalité entre les six partenaires permet de soutenir ensemble l'essentiel des actions menées en Syrie, au Liban et en Iran.

Ce sont les partenaires orientaux qui présentent les projets et les mettent en œuvre sur le terrain.

Pastors libanais et syriens



Un aperçu de la version en ligne de l'exposition © ACO

1) 12 panneaux « roll-up » (2 mètres de hauteur, 1 mètre de largeur). Elle est empruntable en paroisse ou dans des lieux d'Eglise et peut servir d'outil d'animation missionnaire.

L'exposition se trouve au siège de l'ACO à Strasbourg et ne peut être transportée qu'à l'aide d'un véhicule (pas d'envoi par la poste). Elle est généralement utilisée en Alsace et en Moselle. N'hésitez pas à contacter le secrétariat de l'ACO pour toute demande.

2) L'exposition est disponible également en ligne sur le site de l'ACO, en 11 chapitres : [rendez-vous sur cette page](#). Elle existe aussi en anglais : [ACO Centenary Exhibition in English here !](#)

3) Les conférences organisées par l'Université

Haigazian de Beyrouth, les 28 et 29 janvier 2021.



- What changed during this period?
- What role did gender play in the lives of these women?
- What form did this female leadership take?

Un aperçu des enregistrements des conférences disponibles en ligne © ACO

Les conférences ont porté sur les missions européennes et les Eglises protestantes au Moyen-Orient au XXème siècle. Elles ont été délivrées en visioconférence et en anglais. Vous pouvez les revoir [en allant sur la page suivante](#). La revue *Transformation* ([Oxford Centre for Mission Studies](#)) a [publié ces contributions en 2022](#).

4) Un camp de jeunes international est prévu pour l'été 2023.

Ce camp pour jeunes adultes réunira des libanais, syriens, iraniens, suisses, néerlandais et français.

5) Une rencontre du Centenaire à Alep en octobre 2023 : en préparation !

Les nouveaux visages de la FPF

Le 1er juillet 2022 ont débuté les mandats des pasteurs Christian Krieger, à la présidence et Jean-Raymond Stauffacher, au secrétariat général de la Fédération protestante de France, dont le Défap est membre et avec laquelle il collabore étroitement. Dans deux vidéos mises en ligne juste avant la rentrée par la FPF, ils confient leurs parcours, leurs engagements et leurs visions pour la Fédération.



À gauche, Christian Krieger ; à droite, Jean-Raymond Stauffacher © FPF

Depuis 1905, la Fédération protestante de France assure le rôle d'instance représentative du protestantisme auprès des pouvoirs publics. Elle rassemble la plupart des Églises et des associations protestantes de France. La FPF, c'est une trentaine d'union d'Églises issues de toutes les sensibilités du protestantisme (réformée, luthérienne, évangélique, pentecôtiste, adventiste) ; c'est aussi plus de 80

associations, regroupant 500 Institutions, Œuvres et Mouvements. Le Défap en est membre, et il entretient aussi avec elle des relations régulières de partenariat : il a ainsi assuré pendant des années le rôle de « service des relations internationales » de la FPF, et à l'heure actuelle, il gère encore pour la Fédération diverses plateformes regroupant des acteurs protestants engagés dans les mêmes pays. C'est le cas, par exemple, de la Plateforme Haïti, ou de la Plateforme Congo.

Le 1er juillet dernier, la FPF a connu un important renouvellement de ses instances : nouveau président, Christian Krieger succédant à François Clavairoly ; Georges Michel a pour sa part cédé la place de secrétaire général à Jean-Raymond Stauffacher ; Thierry André, en charge du lien fédératif avec les pôles régionaux de la FPF, a également quitté ses fonctions, de même que Patrick Lagarde, qui occupait le rôle de trésorier.

Dans deux vidéos diffusées le 31 août, la Fédération a présenté son nouveau président et son nouveau secrétaire général. Tous deux sont revenus sur leurs parcours, leurs engagements et leurs visions pour la Fédération. Christian Krieger est issu de l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), l'une des trois unions d'Églises qui constituent le Défap. Vice-président de l'UEPAL, il était également président de l'Église protestante réformée d'Alsace et de Lorraine (EPRAL, l'une des deux Églises associées au sein de l'UEPAL) depuis 2012, fonction qu'il conserve jusqu'au prochain Synode électif de l'EPRAL qui aura lieu le samedi 24 septembre à Strasbourg. Jean-Raymond Stauffacher est pour sa part issu de l'Unepref (l'Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France), autre union d'Églises membre du Défap, dont il assurait la présidence depuis une dizaine d'années avant d'être appelé au secrétariat général de la FPF.

**Le président de la FPF : le pasteur Christian
Krieger**

**Le secrétaire général de la FPF : le pasteur Jean-
Raymond Stauffacher**

Centenaire de l'ACO : «La mission de l'Église, c'est d'espérer au milieu des crises»

Jusqu'au début du mois d'octobre, qui marquera une série d'événements organisés dans le cadre du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient, le site du Défap revient à travers une série d'articles sur l'odyssée à la fois humaine et spirituelle de cet organisme missionnaire qui fait le lien entre chrétiens d'Occident et chrétiens d'Orient. En dépit des crises, des guerres, des distances géographiques et culturelles, il y a toujours moyen de se comprendre et

de poursuivre cette odysée commune, inaugurée en 1922 par Paul Berron. Cette semaine, entretien avec Mathieu Busch, directeur de l'ACO depuis 2018 et secrétaire général de l'ACO Fellowship, la structure internationale de l'ACO qui réunit six partenaires européens et orientaux.



Mathieu Busch, directeur de l'ACO depuis 2018 et secrétaire général de l'ACO Fellowship © ACO

Guerres et déportations, éloignement géographique et culturel, tentatives d'instrumentalisation des minorités par diverses grandes puissances : les relations entre chrétiens européens et orientaux se heurtent depuis toujours à des obstacles puissants. C'était déjà le cas à la naissance de l'ACO, lorsque le pasteur Paul Berron a voulu agir face aux persécutions touchant les Arméniens de l'empire ottoman. Ça l'est encore aujourd'hui... Comment l'Action Chrétienne en Orient parvient-elle à éviter ces écueils ?

Mathieu Busch : Il est vrai que ce qui concerne les relations

avec les chrétiens d'Orient s'inscrit toujours dans un contexte qui peut devenir facilement très politisé, et que ces relations courent fréquemment le risque d'être instrumentalisées. Il y a un véritable jeu politique autour du sort des chrétiens d'Orient, qui seront facilement présentés comme une minorité en butte aux persécutions. Et selon les pays, on sera tenté de choisir « ses » victimes à défendre : du côté français par exemple, il existe des liens très forts entre les missionnaires catholiques et certaines Églises orientales rattachées au catholicisme, comme les chaldéens. Ce qui explique que la France, fille aînée de l'Église (et en dépit de sa laïcité affirmée) ait toujours à cœur de défendre ces minorités. Côté russe en revanche, c'est plutôt le sort des Églises orthodoxes qui suscitera la mobilisation. Et au-delà de ces préférences culturelles en fonction des pays, il y a aussi des organismes missionnaires qui sont tentés de rester dans le discours de victimisation. Mais il faut bien être conscient que si l'on choisit d'assigner aux chrétiens d'Orient ce statut de victime, on les condamne à rester victimes : on ne pourra pas en sortir. Soyons conscients tout de même que dans les pays dont il est question – Liban, Syrie, Iran – c'est l'ensemble de la population qui subit régulièrement des catastrophes : ça ne concerne pas les seuls chrétiens. Et ce que subissent les chrétiens libanais ou syriens est plus souvent dû à leur nationalité qu'à leur religion.

L'avantage au sein de l'Action Chrétienne en Orient, c'est qu'il s'agit d'une petite organisation : nous avons la chance de nous connaître personnellement. Le fait que des protestants de France, minoritaires dans leur pays, entretiennent ainsi des relations avec des protestants d'Orient, eux-mêmes minoritaires parmi les chrétiens de Syrie ou du Liban, permet de s'affranchir quelque peu des tensions de ces jeux géopolitiques. On peut se permettre d'avoir des relations fraternelles, très proches. On connaît chaque délégué des différentes Églises du Proche-Orient. En outre, il existe une

entité internationale autour de l'ACO – l'ACO-fellowship, qui regroupe une demi-douzaine de partenaires liés à l'Action Chrétienne en Orient, au sein de laquelle tous les organismes siègent sur un pied d'égalité. C'est un aspect important : ce terme de « fellowship » n'a pas été choisi au hasard, il renvoie aussi bien à la dimension communautaire qu'à la fraternité humaine (un « fellow », en anglais, c'est un ami, un compagnon).

Alors, bien sûr, on ne peut s'affranchir complètement de ce contexte politique chargé ; mais on peut facilement en faire abstraction pour mener des projets en commun. Même si l'on sait qu'un protestant français et un protestant syrien auront probablement des points de vue très différents sur la guerre en Syrie, il reste toujours possible d'en discuter, d'entendre le point de vue de l'autre et surtout, de rester unis dans une dimension communautaire, par des prières, des cultes, des projets de solidarité.

Justement, parlons de ces projets...

Ils sont très variés et touchent différents domaines : du social, du paroissial (il peut s'agir d'aider à construire des bâtiments paroissiaux, par exemple) ; de la formation (notamment théologique, mais pas seulement) ; de l'éducation, du sanitaire, de l'humanitaire... L'ACO permet aussi des échanges de groupes de jeunes ou d'adultes. À travers toute cette diversité, on peut voir que l'ACO s'implique à la fois dans des projets qui touchent directement à la vie des Églises, et à travers des projets destinés à aider des populations dans le besoin. Et ces deux aspects sont importants : il est bien sûr crucial de répondre aux besoins les plus criants dans des situations de conflit ou de crise humanitaire. Pour cela, l'ACO s'implique dans des projets d'aide d'urgence, ou bien dans des institutions sociales et éducatives où tout le monde sera accueilli sans distinction de religion. Mais l'Église ne doit pas se résoudre à être seulement une ONG, même si la diaconie est très importante. Il

est important pour l'ACO d'aider ces Églises à survivre en tant que communautés, à rester dans l'espérance ; et il est important que la diaconie soit aussi une forme de témoignage, qui permette à l'Église de continuer à rayonner dans la société.

Ces divers projets que l'ACO accompagne viennent de nos partenaires. Ils sont nés des situations de crise que connaissent les divers pays avec lesquels nous sommes en lien, mais sont aussi le reflet de la manière d'être Église ensemble de nos divers partenaires, de leur théologie... Il y a donc des projets spécifiquement d'aide sociale ou humanitaire, mais aussi des sessions de formation théologique (portant sur des thèmes comme : comment être Église dans un contexte minoritaire, par exemple) ; des temps de retraite, des temps de formation – autant de choses qui sont aussi essentielles à la respiration et à la vie de l'Église.



A Mashta el-Helou en Syrie, en 2019 : les membres de l'ACO Fellowship visitent la diaspora protestante syrienne évacuée dans la région pour se mettre à l'abri des zones en guerre. © ACO

Quel avenir envisager pour les chrétiens d'Orient, qui de crise en guerre, sont de moins en moins nombreux ?

C'est une question qui m'est posée très régulièrement. Aussi, plutôt que d'y répondre moi-même, je voudrais relayer ce que, eux, répondent : « si on ne se focalise que sur notre survie immédiate, et pas sur des actions porteuses d'espérance, on est déjà mort ». Dans les diverses crises qu'ils traversent, les partenaires de l'ACO ne voient pas de solution humaine. Il n'y a aucun horizon donné par les divers gouvernements, qui sont eux-mêmes soumis à la corruption, au clientélisme, voire même qui peuvent s'inscrire (c'est le cas en Iran) dans un système plus ou moins totalitaire où toutes les institutions normales se retrouvent doublées par des institutions occultes liées au régime en place. Mais quand on ne peut pas être, à vue humaine, acteur du changement global, cela n'empêche pas d'avoir des actions qui aient du sens et soient porteuses d'espérance. Leur vision, c'est de vivre leur vie d'Église, en s'appuyant sur leur espérance en Dieu, et en se disant que Dieu les appelle à agir dans les situations auxquelles ils sont confrontés. Dans cette perspective, beaucoup de grands récits bibliques sont très parlants pour eux : tous ces passages de la mort à la vie, du désespoir à l'espérance, leur parlent beaucoup. La Bible est aussi un livre qui a été écrit à travers des crises, et dont de nombreux passages répondent à des situations de crise.

La mission de l'Église, c'est d'espérer au milieu des crises ; et si nous ne voyons pas de solution qui se dessine à notre niveau, nous sommes néanmoins appelés à être dans l'action ; à « espérer contre toute espérance ». Et cette espérance, elle doit se vivre aussi dans les relations qu'on met en place, dans la vie communautaire, dans le partage de la parole.

Quel sens donner aux célébrations du centenaire de l'ACO dans ce contexte ?

C'est tout d'abord un temps de reconnaissance pour tout ce qui

a été vécu et accompli pendant un siècle. C'était une demande forte exprimée par nos partenaires. On ne mesure pas toujours très bien en France l'impact qu'a eu l'action de l'ACO, par exemple, auprès de la communauté arménienne, et le souvenir chargé d'émotion qui en perdure encore aujourd'hui. Il y a une reconnaissance qui s'est transmise au fil des générations dans la communauté arménienne, et l'on peut encore aujourd'hui, à travers l'ACO, rencontrer des descendants d'Arméniens déportés qui nous tiennent des discours très touchants, en nous disant : « Nos grands-parents ont pu survivre grâce à l'ACO, vous avez contribué à ce que nous puissions reconstruire nos vie... » Aujourd'hui bien sûr, cette question de l'aide et de l'accueil des réfugiés est toujours bien présente au sein de l'ACO, mais elle a pris d'autres formes.

Ensuite, ce centenaire, c'est bien sûr une manière de faire davantage connaître l'ACO ; non seulement son histoire, mais aussi ses actions et ses projets. Les célébrations comportant ces deux volets, l'un rétrospectif (avec une série de conférences sur l'histoire de l'ACO, qui ont eu lieu début 2021 ; avec [une exposition](#)) et l'autre plus tourné vers le présent et l'avenir, avec une série de tables rondes, et un numéro de notre revue, [Le Levant – Morgenland](#), consacré aux enjeux que connaît ou va connaître la région du Proche-Orient. Ce centenaire, c'est donc aussi l'occasion de dire ce qu'est l'ACO aujourd'hui, et ce que l'on peut espérer pour demain.

Finalement, le mot clé de ce centenaire, c'est l'espérance. C'est d'ailleurs ce qui a présidé au choix du titre de notre numéro du *Levant* : *Un avenir d'espérance*. L'espérance, c'est ce qui nous anime quand nous nous retrouvons entre chrétiens de différents pays au sein de l'ACO : les gens sont toujours heureux d'être ainsi ensemble, même s'ils viennent de régions du monde qui connaissent des situations terribles, parce qu'ils partagent des choses essentielles. Quand on ne fait que décrire les crises, on se retrouve plombé, incapable d'agir. L'espérance, c'est ce qui permet d'éviter le fatalisme.

Et quelles sont vos relations avec le Défap ?

Des relations d'une grande proximité. Une coopération transparente, fraternelle. Elle se focalise surtout sur les questions liées aux envois de personnes. D'ailleurs, je fais précisément partie de la CEP (la Commission échange de personnes) du Défap. Nous apprécions aussi beaucoup la formation au départ dispensée par le Défap, la manière dont est assuré le suivi des envoyés : le Défap est ainsi un vis-à-vis important de l'ACO pour l'envoi de personnes en Égypte. Nous travaillons aussi en ce moment à la possibilité d'accueillir en France un groupe d'Égyptiennes venues du Caire. Nous avons d'ailleurs aussi des relations très proches avec [DM](#) en Suisse, qui [consacre sa campagne d'automne à l'ACO](#). Dans le monde missionnaire protestant francophone, nous avons tous besoin d'être dans la proximité et l'échange de bonnes pratiques.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Centenaire de l'ACO : rendez-vous début octobre à Strasbourg et Paris

Rencontres et tables rondes, concert et cultes rythmeront début octobre les célébrations du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient : tant à Strasbourg qu'à Paris, elles seront ouvertes à tous, afin de permettre au plus grand nombre de mieux connaître cette œuvre missionnaire qui, depuis 1922, construit des

ponts entre les Églises protestantes de France et du Proche-Orient.



Image de l'exposition réalisée pour les 100 ans de l'Action Chrétienne en Orient © ACO

Garder le passé présent à l'esprit, tout en ayant les yeux tournés vers l'avenir : c'est le défi des célébrations du centenaire de l'ACO, l'Action Chrétienne en Orient, œuvre missionnaire née au sein des Églises protestantes de l'Est de la France et qui entretient, depuis 1922, des liens à la fois spirituels et de soutien matériel avec les chrétiens d'Orient. Cette volonté d'inscrire cet anniversaire dans le temps long est visible tout d'abord à travers sa publication annuelle, *Le Levant – Morgenland*, dont le numéro 110, titré *Mémoires d'espérance*, revenait sur l'odyssée de l'ACO depuis sa création, tandis que le numéro 111, titré *Un avenir d'espérance*, envisage les évolutions et les défis auxquels seront confrontés au cours des prochaines années ses partenaires orientaux. Autre particularité de cet anniversaire, il s'étale sur trois ans, avec des événements prenant place aussi bien en Europe qu'au Moyen-Orient.

Pour ce mois d'octobre 2022, les célébrations auront lieu successivement à Strasbourg et à Paris. Les 1er et 2 octobre, rendez-vous le samedi à l'église du Temple Neuf à Strasbourg, pour des tables rondes et un concert. Des délégations des membres de l'ACO de différents pays (Liban, Syrie, Iran, Égypte, Suisse, Pays-Bas, États-Unis) seront présentes pour ces rencontres ouvertes à tous. Le dimanche, rendez-vous à l'église protestante St-Pierre-le-Jeune pour participer au culte du Centenaire. Puis, à partir du 4 octobre, les célébrations se déplaceront à Paris : les invités de l'ACO seront tout d'abord reçus au Défap et y rencontreront toute l'équipe. Une table-ronde est ensuite programmée le jeudi 6 octobre, à 19h30, à la paroisse de l'Oratoire du Louvre ; et le dimanche 9 octobre, à 11h, la délégation de l'ACO assistera au culte national de l'UEEAF (Union des Églises Évangéliques Arméniennes de France) à l'église évangélique arménienne d'Issy-les-Moulineaux.

Avant cela, l'ACO avait déjà organisé, début 2021, [une série de conférences à distance](#) avec l'Université Haigazian de Beyrouth, portant sur les missions européennes et les Églises protestantes au Moyen-Orient au XXème siècle. Et pour l'année 2023 sont prévus un camp international de jeunes ainsi qu'une rencontre du Centenaire à Alep. Pour en savoir plus sur ce qui a été mis en place à l'occasion de cet anniversaire, vous pouvez vous référer à l'encadré en bas de cet article. Et au cours des prochaines semaines, le site du Défap aura l'occasion de vous en dire davantage, notamment en faisant le point sur le programme des célébrations et en donnant la parole à des membres de l'ACO.

Minoritaires au sein de la minorité chrétienne



Les membres du comité exécutif de l'ACO Fellowship (réseau international constitué autour de l'ACO) en 2011 au Liban. © ACO

Les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, mais ils représentent encore aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout minoritaires et contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister. Et au sein de cette minorité, les Églises protestantes, avec lesquelles l'ACO est en lien, représentent elles-mêmes un tout petit nombre. « Minoritaires au sein de la minorité chrétienne composée d'Églises traditionnelles orientales, orthodoxes et catholiques », souligne l'ACO, « leur environnement est marqué par l'Islam avec ses différents courants théologiques et ses résonances sociales et politiques. Leur contexte est celui d'une région du monde secouée par des crises géopolitiques aux enjeux divers et

complexes, où les puissances régionales et occidentales confrontent leurs intérêts. Pour autant les Églises protestantes que nous soutenons au Moyen-Orient rayonnent par leur témoignage vécu au nom de l'Évangile, par leurs œuvres éducatives et sociales, par leurs convictions pacifiques et critiques, par leur souci des relations œcuméniques entre Églises, par leur dialogue avec l'Islam et les minorités religieuses de la région ».



L'école protestante du Synode Arabe à Tripoli au nord du Liban
© ACO

À sa création en 1922, l'ACO avait pour but de secourir les populations arméniennes victimes des exactions turques. Son fondateur, le pasteur Paul Berron, décrit dans *Souvenirs des jours sombres* (L'Harmattan) ce qu'il a vu et vécu à partir de 1916 au contact de ces réfugiés, tout en dénonçant la « politique d'extermination » alors mise en œuvre par les autorités turques. Alsacien, donc citoyen allemand avant la

Première Guerre mondiale, il avait été envoyé comme aumônier en Syrie et dans la région pour établir et superviser des foyers du soldat. La guerre finie et l'Alsace réintégrée à la France, ce même pasteur Berron, devenu de fait citoyen français, put ainsi passer outre l'interdiction qui frappait les œuvres missionnaires allemandes et créa l'Action Chrétienne en Orient.

De la Syrie au Liban, puis à l'Iran

Grâce aux paroisses protestantes alsaciennes, mais aussi grâce à des comités néerlandais et suisses, l'ACO a rapidement étendu son œuvre et touché aussi bien les personnes de culture arménienne que de langue arabe et assyrienne, en Syrie mais également au Liban puis plus tard en Iran. Aujourd'hui, grâce à de nombreux partenariats, l'ACO soutient des projets très variés dans les domaines de l'éducation, du social, de la santé, de la solidarité en contexte de crise, de la résolution des conflits, de la formation théologique, de la vie d'Église au sein de communautés locales.

Parmi ces partenariats, il y a le Défap. Au cours des dernières années, l'ACO a eu l'occasion de collaborer de manière quasi quotidienne avec le Service Protestant de Mission, notamment pour l'envoi de volontaires, au Liban, en Égypte... Dans ce pays par exemple, le Défap a assuré le suivi des envoyés de l'ACO en lien avec les Églises protestantes locales, dans le cadre de la plate-forme Moyen-Orient. Il s'agissait de missions d'enseignement (soutien scolaire, apprentissage de l'expression française), mais au-delà, d'une expérimentation quotidienne du « vivre ensemble » propre à faire mentir ceux qui prêchent la violence entre les communautés. Comme le racontait une ancienne envoyée, décrivant l'école où elle travaillait : « Chrétiens et musulmans se côtoient dans le corps enseignants et chez les élèves (...) Dans cette société égyptienne fragmentée c'est, d'après moi, une bénédiction ! »

Aurélie de retour au Cameroun, trois ans après

Après un service civique effectué à l'hôpital de Bafia, Aurélie, infirmière de formation, a éprouvé le besoin de revenir sur place. Elle témoigne dans cette lettre, à son retour d'une nouvelle mission courte avec le Défap.



De gauche à droite : Célin Nzambe, Aurélie, Mme Nzambe, Charline (nouvelle envoyée du Défap au Cameroun) © Défap

Après deux ans et demi, je ressens l'envie de repartir en Afrique. Après des échanges avec le Défap, et quelques mois,

me voici avec un billet d'avion en direction du Cameroun. Le Cameroun, pays où j'ai passé 9 mois en service civique. S'entremêlent deux émotions : de l'excitation et de l'appréhension. Comment va se dérouler mon retour après ces années ? Cela va-t-il être comme mon premier séjour ? Comment va être l'hôpital de Djoungolo ?

Lors de ma visite de l'hôpital de l'EPC à Djoungolo (Yaoundé), je ne peux m'empêcher de comparer avec l'hôpital de Messangssang à Bafia.

L'Hôpital de Djoungolo est grand... très grand. Il y a différents services et des équipes qui y sont rattachées. Un service d'hospitalisation, d'autres de maternité, de consultation prénatale (CPN), de vaccination ; un bloc opératoire, un centre de prélèvement, un laboratoire, une pharmacie, une morgue, des salles de réunions, une blanchisserie, et des bâtiments de Médecins sans Frontières...

Les liens avec l'Europe sont multiples. L'hôpital de Yaoundé a été choisi comme hôpital de référence pour le Covid-19. Quatre bâtiments ont été construits par MSF pour accueillir les patients atteints par cette pandémie. La vaccination est également présente sur l'hôpital et en stratégie avancée. Du personnel embauché par MSF, va dans les quartiers de Yaoundé pour sensibiliser et vacciner.



Un aperçu de l'hôpital de Djoungolo © Aurélie Chomel / Défap

« Malgré tout ce qu'il a vécu, Célin continue de donner et donner encore »

Des médecins français viennent également donner de leur temps, et des campagnes sont organisées. « EYE DO IT », une ONG, viendra au cours du mois de mars pour une semaine, faire une campagne ophtalmologique.

La différence avec l'hôpital de Bafia est évidente. Elle reflète la différence entre Yaoundé, capitale administrative et Bafia, ville de la région du centre d'environ 60 000 habitants. A L'hôpital de Messangssang, le personnel était moins important, les services étaient tous à proximité. Tous n'étaient pas cloisonnés, tout le monde travaillait en hospitalisation, en maternité, au bloc opératoire et en CPN.

Le point commun entre ces hôpitaux : Dr Célin NZAMBE. Il était

médecin-chef à Bafia, et maintenant il a la même fonction dans l'hôpital de Djoungolo. Il a, dans les deux cas, fait revivre ces hôpitaux. J'ai vraiment ressenti qu'il est apprécié dans son travail car il a le désir de maintenir à flot l'hôpital pour le bien-être des patients qui y sont accueillis, et également pour le personnel. Célin est un homme qu'on n'oublie pas... A Bafia, on le reconnaissait dans la rue. Les patients souhaitaient même se déplacer à Yaoundé pour être auscultés par Dr NZAMBE. Malgré tout ce qu'il a vécu, Célin continue de donner et donner encore. Je suis admirative. Je me demande parfois d'où il puise toute cette énergie.

Ce séjour au Cameroun fut riche en émotions : des retrouvailles, de nouvelles expériences, de nouvelles rencontres. Un peu de frustration face à mon envie de faire partie d'un tout, de mettre en place des choses, de créer des amitiés.

Une mission courte mais intense, qui ravive en moi le projet de faire un Volontariat de Solidarité Internationale. Merci au Défap et à Célin de me faire confiance.

Retrouvez ci-dessous un témoignage en vidéo d'Aurélie, peu après le retour de sa première mission au Cameroun :

Cameroun : décès de l'ancien Président de l'EEC, Jean Samuel Hendje Toya

Le révérend pasteur Jean Samuel Hendje Toya a succombé à un malaise cardiaque le matin du 15 juin. Il avait été élu Président de l'Église évangélique du Cameroun en 2017 lors du synode de Ngaoundéré. Le 15 décembre 2021, il avait annoncé sa démission et un comité provisoire pour gérer les affaires courantes de l'Église avait été mis en place.



Le révérend pasteur Jean Samuel Hendje Toya © DR

Le Défap a appris avec tristesse le décès de l'ancien Président de l'Église évangélique du Cameroun, Jean Samuel Hendje Toya, tôt le matin du mercredi 15 juin, des suites d'un malaise cardiaque. Son corps a été acheminé au funérarium de l'hôpital régional de Nkongsamba, département du Moungo, dans le Littoral camerounais.

Le pasteur Jean Samuel Hendje Toya avait été élu en 2017 lors du synode de Ngaoundéré. Son élection avait par la suite donné lieu à des contestations en justice. Le 15 décembre 2021, il avait annoncé sa démission et un comité provisoire pour gérer

les affaires courantes de l'Église avait été mis en place. Ce comité était piloté par le Rv. Charles Emmanuel Djike, lui-même décédé depuis quelques semaines.

Le Défap et l'EEC : des liens de longue date

L'Église évangélique du Cameroun est un partenaire de longue date du Défap. L'EEC est issue des actions missionnaires entreprises par des protestants afro-jamaïcains, suivies par plusieurs sociétés de mission : la Baptist Missionary Society, la Mission de Bâle, et la Société des missions évangéliques de Paris – la SMEP, ancêtre du Défap. Le Cameroun faisait ainsi partie des « champs de mission » hérités par la SMEP à l'occasion de l'ébranlement colonial du début du XX^{ème} siècle : suite à la défaite allemande de 1918, la SMEP avait été appelée à prendre la relève de la Mission de Bâle et de la Mission baptiste de Berlin. Ne pouvant remplacer les cent douze missionnaires allemands expulsés qui étaient déjà associés à des pasteurs camerounais, la Société des missions évangéliques de Paris avait envoyé sur place quatre missionnaires français. Deux d'entre eux, Franck Christol et Élie Allégret, devaient fournir par la suite les premiers ouvrages d'information et d'histoire sur la mission du Cameroun.

L'histoire de l'EEC est ainsi intimement liée à celle de la SMEP, et même à la naissance du Défap : le pasteur qui, au cours de l'assemblée générale de 1964, avait interpellé le président de la Mission de Paris, le vénérable pasteur Marc Bægner, alors âgé de 83 ans, en lui lançant cette citation du prophète Ésaïe : « Monsieur le Président, élargis l'espace de ta tente »... n'était autre que Jean Kotto, alors secrétaire général de l'Église évangélique du Cameroun. Devenue autonome de la Mission de Paris en 1957, l'EEC a été reconnue par l'État camerounais le 14 octobre 1974.

Aujourd'hui, les relations entre l'EEC et le Défap se poursuivent notamment à travers la faculté de théologie de

Ndougé (où Jean Samuel Hendje Toya avait enseigné), qui est l'institut de formation des pasteurs de l'EEC. Cette faculté accueille par ailleurs des étudiants venant d'autres Églises partenaires. Le Défap a également apporté son soutien au projet de l'Association « Espérance Nord Sud » qui a organisé des voyages d'échange. Et il accueille des boursiers de l'EEC (comme, récemment, Hyppolite Tayo Tayendji).

Rencontre avec le président de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun

Le pasteur Ernest Edoube est Président Général de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun (UEBC) depuis le 17 mai 2020, suite au décès du pasteur Frédéric Ngaka Epounde. De passage en France et au Défap, il revient sur les enjeux et défis de son Église, les relations ecclésiales au Cameroun, ainsi que sur les liens avec le Service protestant de mission ; il évoque aussi la manière dont il perçoit, à l'occasion de cette première visite à Paris, les enjeux des Églises en France.



Le président de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, le pasteur Ernest Edoube © Défap

Que diriez-vous de la situation actuelle de l'UEBC et de ses projets ?

Pasteur Ernest Edoube : L'UEBC a connu des secousses après la disparition brutale de son président en mai 2020 ; et le contexte général de pandémie de Covid-19 n'a fait que renforcer les difficultés. Au niveau de la direction de l'Église, il a fallu du temps pour pouvoir, en dépit de la pandémie, renouer les relations avec les partenaires étrangers : ce n'est que tout récemment que j'ai pu me rendre à Leipzig, venir à Paris pour y rencontrer les communautés camerounaises de France, assister à la rencontre de la Fédération baptiste...

Ces difficultés sanitaires ont aussi eu un impact direct sur les efforts de formation et de remise à niveau du corps pastoral ; elles ont eu des effets sur la gestion de la vie

des communautés dans les villes comme dans les campagnes, ces dernières ayant peu de capacités pour rebondir et surmonter la crise... Mais petit à petit, ces problèmes d'encadrement se résorbent, même s'il faudra un appui de la part de la direction de l'Église pour que cet élan soit maintenu. Le principal problème qui se pose aujourd'hui dans les grandes villes, c'est le manque de ministères spécialisés – par exemple, pour encadrer les jeunes. À ceci s'ajoute la transition générationnelle que connaît aujourd'hui notre Église : nous devons faire des efforts pour reconnecter notre Église avec le fonctionnement actuel de la société camerounaise, tout en gardant le lien avec les structures ancestrales qui soutiennent l'épanouissement du témoignage chrétien au sein de notre population. Il nous faut trouver comment adapter le témoignage de notre Église à notre ère.

Enfin, les difficultés de gestion des œuvres médicales et scolaires nécessitent encore de gros efforts pour trouver un équilibre.

Comment vous situez-vous dans le paysage religieux camerounais ?

Il y a aujourd'hui au Cameroun toute une pléiade d'Églises protestantes. Certaines ont une histoire qui remonte aux missions venue d'Angleterre, d'Allemagne, de Finlande ou plus récemment d'Amérique ; et nous nous retrouvons, au sein de toute cette diversité, dans une même grande famille qui est le Conseil des Églises protestantes du Cameroun (CEPCA). C'est une structure qui connaît des évolutions régulières : elle a ainsi accueilli récemment un tout nouveau membre, la Full Gospel Mission, ce qui témoigne de son ouverture sur les réalités spirituelles du Cameroun. Le CEPCA montre ainsi qu'il est prêt à accueillir des communautés chrétiennes qui sont implantées et reconnues au Cameroun, qui ont montré leur capacité à s'enraciner et à encadrer correctement le peuple de Dieu sur le plan chrétien.

Au sein de cette multitude d'Églises, nous, l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, conservons une plus grande proximité avec l'Église Évangélique du Cameroun ainsi qu'avec les missions de Bâle ou de Paris, où se situent nos origines.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis du Défap et de la Cevaa ?

Nous devons accroître nos relations dans les domaines médical et scolaire, ainsi que dans les échanges de personnes. Dans ce dernier domaine en particulier, nous ressentons aujourd'hui une présence insuffisante de l'UEBC : les échanges sont un enrichissement. Il y a un vieux dicton africain qui dit que le voyage est une grande école... Je tiens par ailleurs à remercier tout particulièrement le Défap pour le soutien au Révérend Docteur Oumarou Sali pendant ses recherches en France.

Nous avons aussi besoin de soutien en ce qui concerne la formation théologique. Le personnel d'encadrement a besoin d'être plus nombreux et plus formé. C'est également le cas au niveau des bibliothèques. Enfin, notre œuvre médicale a besoin d'être restructurée. Ce qui implique des besoins de soutien sur le plan technique, matériel, mais aussi sur le plan du personnel, notamment en termes de gestion. Trois centres en particulier concentrent aujourd'hui notre attention : l'hôpital protestant de Bonabéri, celui de Nkoteng, ainsi que la région de Bonépoupa, insuffisamment desservie sur le plan médical : dans ce secteur, il n'est pas rare que des futures mères accouchent sur la route de l'hôpital, faute de moyens de transport adaptés ou d'un hôpital suffisamment proche. Je viens également de nommer un médecin chef par intérim à la tête de l'hôpital Émilie Saker, à Douala – un médecin colonel, qui par son expérience pourra nous aider à revisiter le plateau technique et à revoir le mode de fonctionnement de l'hôpital.

Cet effort de restructuration va être bientôt prolongé par l'organisation de journées consacrées aux œuvres de l'Église, tant médicale que scolaire : il s'agira de rassembler les

enseignants pour réfléchir aux orientations essentielles de l'œuvre scolaire, de permettre aux médecins d'être plus impliqués dans la gestion et l'orientation de l'œuvre médicale... Notre but est que les œuvres soient pleinement soutenues par les communautés ; que les membres du personnel présents dans l'Église puissent être pleinement intégrés dans la vie de notre œuvre, et en devenir les avocats, voire les gestionnaires.

Que pourriez-vous dire aux Églises de France en termes de mission ?

Il me paraît important de développer des stratégies pour intéresser la population à la marche dans l'Évangile. La plupart du temps, ce qui éloigne les fidèles de leur communauté, c'est qu'elles ne semblent plus répondre à leurs interrogations les plus essentielles, les plus profondes. Il y a un travail à faire en matière d'analyse de l'environnement afin de trouver les meilleures manières de toucher à nouveau ceux qui se sont éloignés, ou d'atteindre de nouvelles brebis pour le Seigneur. Cela m'évoque le contexte de l'Église catholique lors de la Réformation : pendant que se développaient les communautés protestantes, Ignace de Loyola a cherché à développer des arguments propres à répondre aux questionnements des fidèles de l'Église catholique. Il nous faut aussi être humbles et confiants, sachant que, quoi que nous fassions, Dieu est au-dessus : il ne nous revient pas de décider quels doivent être les résultats de nos efforts. C'est Dieu qui fait croître. Mais notre responsabilité, c'est de nous mettre en marche. Et de former le peuple de Dieu, de l'encadrer au mieux de nos capacités, de l'aider à s'épanouir.

Comment voyez-vous les relations, sur le plan missionnaire, entre les Églises de France, et les Églises camerounaises implantées en France ?

Si je suis en France, c'est notamment pour avoir une meilleure connaissance de nos diverses communautés. Il me paraît

essentiel que ces Église naissantes et les Églises de France puissent avoir un vécu harmonieux. Il ne doit pas y avoir de bris dans le processus d'évangélisation, étant entendu que toutes portent la même mission. Les Églises ne doivent pas être concurrentes, mais partenaires. Comme l'a dit le Seigneur Jésus : celui qui n'assemble pas avec moi disperse (Matthieu 12:30). Par ailleurs, cette présence de nos communautés en France peut nous aider, grâce au Défap, à faciliter nos échanges avec les Églises de France.